

L'intelligentsia et la guerre. La question des origines des peuples dans le conflit Géorgien-Abkhaze¹

Bruno Coppieters

L'origine des peuples habitant la côte est de la Mer Noire a depuis toujours exercé une étrange fascination sur les historiens. Pour Hérodote, « père de l'Histoire », la population colchidienne de cette région était liée aux Egyptiens : « Ce qu'il y a de certain, c'est que les habitants de la Colchide paraissent être de vrais Egyptiens. (...) j'ai pris des informations des deux côtés, et j'ai trouvé que les habitants de la Colchide ont conservé plus de souvenir des Egyptiens, que ceux-ci n'en ont conservé des premiers, puisqu'ils se bornent à dire, qu'ils croient qu'il y avait eu des Colchidiens dans l'armée de Sésostris». ² Hérodote, qui écrivit ses *Histoires* au cours du Ve siècle av. J.-C., appuyait sa thèse sur le fait qu'ils parlaient la même langue, et sur quelques pratiques culturelles comme la circoncision ou des techniques de tissage. Le fait qu'ils avaient tous deux la peau sombre et les cheveux crépus était par contre pour Hérodote une preuve équivoque de leur origine commune, car ils partageaient cette caractéristique avec tant d'autres peuples. D'autres Grecs et quelques érudits romains prétendirent au contraire que les habitants de cette région venaient des Pyrénées aujourd'hui espagnoles. Et des auteurs géorgiens du Moyen Age avaient une approche plus religieuse et faisaient remonter l'origine de leur peuple jusqu'à la Bible. Kartlos, descendant de Noé, était considéré comme le père fondateur du peuple géorgien. ³

En 1824, l'historien français César Famin émettait des doutes sur toutes ces tentatives visant à relier les origines ethniques des différents peuples du Caucase à une origine particulière. Les auteurs anciens avaient accumulé une précieuse somme de connaissances sur les peuples du Caucase, mais, ne connaissant pas les méthodes critiques de l'historiographie et de la géographie modernes, ils ne parvenaient pas à faire surgir le vrai passé de la région : « On parviendrait plus aisément à retrouver dans les steppes du Caucase les grains de sable primitifs qui y furent successivement déposés par les vents du désert, qu'on ne pourrait débrouiller le chaos généalogique des anciens habitants de la région caucasienne. Hérodote, Thucydide, Diodore, Pline et Strabon fournissent certainement à cet égard les plus précieux

¹ Ce texte est une version abrégée du chapitre 'In Defence of the Homeland: Intellectuals and the Georgian-Abkhazian Conflict' publié dans Bruno Coppieters and Michel Huysseune (eds), *Secession, History and the Social Sciences*, Brussels, VUB University Press, 2002, pp. 89-116 (consultable aussi sur le site : <http://poli.vub.ac.be/publi>). Cette analyse est basée sur de nombreux entretiens en Géorgie et en Abkhazie. Il me faut remercier Emil Adelkhanov, Tamaz Beridze, David Darchiashvili, Stanislav Lakoba, Mariam Lordkipanidze et Avtandil Menteshashvili qui m'ont fait part de leurs opinions sur cette question. George Hewitt et Viacheslav Chirikba m'ont envoyé une documentation précieuse. Je suis également reconnaissant à l'égard de Rachel Clogg, David Darchiashvili, J. Paul Goode, Michel Huysseune, Richard Reeve, Xiaokun Song et Alexei Zverev pour leurs remarques sur la première version de cet article.

² Histoire d'Hérodote, traduction française par A. F. Miot, Livre Second, Firmin Didot, Paris, 1822, pp. 300-301. Sur les opinions d'Hérodote, voir Otar Lordkipanidze, *Archäologie in Georgien. Von der Altsteinzeit zum Mittelalter*, Weinheim, VCH Acta Humanoria, 1991, p. 4.

³ Ibid.

Bruno Coppieters, « L'intelligentsia et la guerre. La question des origines des peuples dans le conflit Géorgien-Abkhaze », in : Bruno Coppieters, *Études sur le conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie*, Bruxelles, Département des sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel, 2011, pp. 2-23, <http://poli.vub.ac.be/publi>

© 2011. Tous droits réservés. Aucune partie de ce texte ne peut être reproduite ou publiée sans l'autorisation de l'auteur.

renseignements ; mais à l'époque où écrivaient ces vénérables historiens, ils manquaient de toutes les ressources que le développement des connaissances humaines a mises, après plusieurs siècles, au pouvoir des géographes et des historiens.»⁴ Les historiens grecs, romains et byzantins avaient fait l'erreur de donner le même nom à des peuples différents qui s'étaient succédé dans la région, alors qu'ils avaient donné simultanément des noms différents à un seul peuple. L'historiographie critique se devait donc de réexaminer la validité de récits comme ceux des auteurs de la Grèce antique. Si l'établissement de colonies donna aux Grecs l'opportunité d'accumuler une substantielle quantité de connaissances à propos des peuples habitant le Caucase, leur « génie poétique » recouvrit les faits historiques d'un voile mythique.

La difficulté de retracer les origines des différentes nationalités du Caucase – Famin n'en compta pas moins de vingt à son époque⁵ – était également due à d'autres facteurs. Il serait bien difficile d'assigner des limites territoriales fixes et précises aux centaines de tribus de l'Antiquité, sans compter les invasions successives qui signifiaient autant de ruptures dans les processus historiques.⁶

Lorsque Famin, retraçant les origines des nations du Caucase, met en avant le contraste entre une analyse critique moderne et l'imagination poétique et religieuse ancienne, il exprime les valeurs d'un érudit de la première moitié du XIXe siècle. La question de l'origine des nations du Caucase avait une signification politique avant l'époque moderne.¹ Elle permettait par exemple de justifier certaines revendications dynastiques.⁷ Mais cette question est devenue porteuse d'une signification politique très différente à l'époque moderne, lorsqu'elle s'est immiscée dans les débats sur le droit à l'autodétermination et sur la délimitation des frontières entre les nations.

La présente contribution concerne le rôle de l'intelligentsia dans le conflit qui oppose les communautés géorgienne et abkhaze, et leur utilisation de l'histoire – et en particulier, les méthodes d'ethnogenèse – comme outil de mobilisation nationale. La signification politique de ce débat scientifique, à l'époque communiste, dans la question de légitimité des institutions fédérales soviétiques, est d'un grand intérêt. Au moment des premiers signes de déstalinisation, le débat concernant les droits ancestraux sur le territoire abkhaze devint même une des questions centrales du conflit entre les deux communautés nationales. A partir de la fin des années quatre-vingt, ces débats sont étroitement liés aux tentatives, de la part du mouvement national abkhaze, de faire sécession de la République Socialiste Soviétique de Géorgie. L'analyse qui suit décrit les disciplines scientifiques et le type d'arguments qui ont été mis en œuvre dans ces discussions ; elle examine aussi les modes de réflexion des historiens, dans les deux communautés nationales, et la question de la responsabilité de l'intelligentsia dans l'entrée en guerre de la Géorgie contre l'Abkhazia en août 1992. L'analyse est divisée en trois parties. La première décrit l'histoire même du conflit jusqu'à la guerre de 1992-93. Le contexte institutionnel dans lequel les débats scientifiques ont eu lieu, l'utilisation d'arguments scientifiques de disciplines diverses, la responsabilité morale des intellectuels et leurs capacités d'autocritique seront abordées dans cette partie. Les différents facteurs explicatifs y seront analysés dans un ordre chronologique comme des éléments interdépendants. La deuxième partie approfondit la question de l'implication de l'intelligentsia dans le conflit géorgien-abkhaze au moyen d'une analyse des facteurs

⁴ César Famin, 'Région Caucasiennne', in *L'Univers, ou Histoire et description de tous les peuples, de leurs religions, moeurs, coutumes, etc.*, Weimar, Grossherzog. Sächs. Priv. Landes-Industrie-Comptoirs, 1824, p. 16.

⁵ *Ibid.*, p. 19.

⁶ *Ibid.*, pp. 17-19. Dans sa reconstruction du passé historique caucasien, Famin utilise intensivement d'anciennes sources et narrations de nature mythique ou religieuse, malgré une critique hautement spéculative de ces sources

⁷ A propos de l'utilisation de l'histoire sous Bagrationi, voir Thorniké Gordadzé, 'La réforme du passé. L'effort historiographique de construction de la nation géorgienne', *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 30, No. 1, 1999, p. 75.

individuels. La troisième partie conclut cette analyse en décrivant le jugement qu'a porté la littérature d'après-guerre sur les modalités de l'engagement politique des intellectuels dans la période d'avant-guerre.

L'histoire du conflit

Les années 1930 furent des années noires pour l'Union Soviétique.⁸ La terreur stalinienne écrasait toute forme de dissidence dans la société soviétique et dans le Parti communiste lui-même, quelle que soit la nationalité de ses membres.⁹ Elle était particulièrement à l'affût de toute forme de pensée qui aurait pu, d'une manière ou d'une autre, soutenir le nationalisme. La politique de répression s'accompagnait d'une réforme des institutions ethno-fédérales soviétiques. En 1936, la République Socialiste Soviétique fédérée de Transcaucasie fut démembrée pour donner naissance à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie. Ces trois entités devinrent des Républiques Socialistes Soviétiques (RSS). Les nations dites 'nations titulaires' de ces républiques (les Arméniens, les Azéris et les Géorgiens respectivement, qui leur donnèrent leurs noms) avaient le droit à l'autodétermination, y compris le droit de se séparer de l'Union soviétique. La constitution de 1936 reconnaissait formellement que les républiques de l'Union étaient des États souverains ayant le droit de faire sécession.

De tels droits n'auraient jamais pu être mis en pratique tant que le Parti communiste exerçait un contrôle ferme sur toutes les entités subordonnées de l'État soviétique, mais ils eurent plus qu'une signification symbolique pour les nationalités concernées. C'est particulièrement vrai pour quelques-unes des nationalités qui héritèrent d'un statut inférieur. En faisant partie de la Géorgie, République de l'Union, l'Abkhazie, République autonome, était dépendante à la fois du pouvoir communiste à Moscou et des autorités de Tbilissi. La République Socialiste Soviétique autonome d'Abkhazie (RSSA d'Abkhazie) ne reçut ni la souveraineté ni le droit de faire sécession, pas plus qu'elle n'eut le droit de réclamer un changement de son statut politique qui aurait impliqué une sécession d'avec la Géorgie. Selon la constitution soviétique, les Républiques de l'Union devaient donner leur consentement pour toute modification de leurs frontières.¹⁰

La terreur stalinienne prit un sens particulier en Géorgie et en Abkhazie. Nestor Lakoba, le leader communiste d'Abkhazie, fut empoisonné en décembre 1936 par Lavrenti Beria, dirigeant du Parti communiste géorgien et un proche de Staline.¹¹ Le fait que Beria ait été un Mingrélien originaire du village de Merkheouli en Abkhazie, qui se trouve non loin de la capitale abkhaze Soukhoum(i)¹², donnait une signification particulière aux mesures politiques qu'il mit en œuvre au nom de l'État soviétique.¹³ Les Mingréliens font partie de la nation géorgienne, mais parlent leur propre langue et ont leur propre culture. Ils sont fortement implantés en Abkhazie, où leur conflit ancestral avec la communauté ethnique

⁸ Sur ce qui suit voir Richard Sakwa, *Soviet Politics in Perspective*, London, Routledge, 1998; Jürgen Gerber, *Georgien: Nationale Opposition und kommunistische Herrschaft seit 1956*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1997, pp. 123-124; Stanislav Lakoba, 'History: 1917-1989', in George Hewitt (ed.), *The Abkhazians*, Richmond, Surrey, Curzon Press, 1999, pp. 94-96; Naira Gelaschwili, *Georgien. Ein Paradies in Trümmern*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 1993.

⁹ Sur les 644 délégués au Dixième Congrès du Parti Communiste Géorgien en mai 1937, 425 furent arrêtés et exécutés. Voir Amy Knight, *Beria. Stalin's First Lieutenant*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1993, p. 84.

¹⁰ Voir Vernon V. Aspaturian, *The Union Republics in Soviet Diplomacy. A Study of Soviet Federalism in the Service of Soviet Foreign Policy*, Geneva and Paris, E. Droz and Minard, 1960, p. 126.

¹¹ Sur la carrière de Beria au sein du Parti voir *Lavrentii Beria, 1953. Dokumenty*, Moscow, Mezhdunarodnyi fond 'Demokratiya', 1999, pp. 429-430.

¹² Les Géorgiens parlent de Soukhoumi et les Abkhazes de Soukhoum. Nous utilisons Soukhoum(i).

¹³ Knight, *op. cit.*, p. 14.

abkhaze avait été occulté mais non supprimé par le régime soviétique.¹⁴ Les Abkhazes perçurent les agissements de Beria comme une tentative d'affirmer la supériorité géorgienne dans ce conflit local. La politique de Béria se faisait au nom de l'Etat soviétique, mais visait, selon eux, en fait, à une prise de contrôle de l'Abkhazie par les Mingréliens et donc en conséquence par les Géorgiens. Beria commença la purge des officiels abkhazes dans les institutions de la République autonome et installa des Mingréliens à leur place. En outre, il lança une campagne dont le but apparent était de faire disparaître la culture abkhaze.

Contrairement à d'autres peuples de la région, la population abkhaze ne fut pas déportée sous le régime stalinien. Le nombre réduit de la population abkhaze (du fait de leur émigration forcée vers l'Empire ottoman sous le régime tsariste au dix-neuvième siècle) peut sans doute expliquer pourquoi le régime stalinien ne les a pas condamné à la déportation en Asie centrale, ce qui avait été le sort d'autres peuples du Caucase comme les Tchétchènes et les Ingouches. La population abkhaze constituait en Abkhazie une minorité de 56 000 personnes sur une population totale de 311 000 personnes,¹⁵ ce qui aurait effectivement permis à terme leur assimilation complète.

Après 1937, les publications abkhazes durent être imprimées en caractères géorgiens uniquement. Cette décision sur le changement d'alphabet ne fut révoquée qu'en 1954, après la mort de Staline.¹⁶ Les écoles abkhazes furent fermées entre 1944 et 1953.¹⁷ Durant cette même période, le gouvernement de Tbilissi lança un programme de colonisation de la région abkhaze. Les vagues d'immigration de travailleurs géorgiens, russes et arméniens modifièrent dramatiquement la situation démographique. L'immigration géorgienne n'était pas significative entre 1926 et 1939 mais elle augmenta considérablement entre 1939 et 1959.¹⁸ Durant cette dernière période, la population géorgienne d'Abkhazie – et plus particulièrement mingrélienne – connut une hausse de 66 000 personnes, ce qui accentuait la différence avec la minorité abkhaze, qui n'augmenta que de 5 000 personnes durant la même période.

La politique soviétique avait comme conséquence d'exacerber le profond antagonisme qui existait déjà entre les deux communautés d'Abkhazie. On ne peut pas clairement dissocier les motivations politiques des motivations économiques dans cette décision de faire entrer massivement de nouveaux travailleurs en Abkhazie, et de fait, ces deux types de motivations étaient de toute façon étroitement imbriqués dans l'économie planifiée de type soviétique. Il est vrai que les mouvements migratoires sont une conséquence normale de la modernisation et du développement économique. Mais la communauté abkhaze pouvait à bonne raison croire que l'afflux de colons géorgiens était largement dû à la détermination de Tbilissi à mettre en place un contrôle plus strict sur son territoire. Cette perception des choses était renforcée par

¹⁴ Dans son étude citée plus haut, César Famin décrit de quelle façon les Abkhazes furent impliqués dans les conflits avec les communautés voisines et les colonies de Russes, Mingréliens et Tcherkesses : 'Les Géorgiens donnent aux Abases le nom d'*Abkassi*; plusieurs géographes appellent leur pays *Abkassie* et même *Avogasi*; eux-mêmes, enfin, prennent le nom d'*Abzné*. (...) Les Abases vivent dans un état perpétuel d'hostilité avec leurs voisins les Russes de *Soudjouk-Kalé* et les Mingréliens; mais ils n'ont pas d'ennemis plus redoutables que le peuple avec lequel précisément ils sembleraient devoir le plus sympathiser, les Tcherkesses.' Famin, *op. cit.*, p. 33.

¹⁵ Selon les données du recensement de 1939. Cf. Daniel Müller, 'Demography', in Hewitt (ed.), *op. cit.*, pp. 235-6.

¹⁶ De 1926 à 1954, l'orthographe abkhaze subit quatre modifications : en 1926, l'alphabet basé sur les caractères russes fut remplacé par un alphabet latin. Celui-ci fut remplacé par un autre alphabet à base latine en 1928. A son tour, ce dernier fut remplacé en 1937 par un alphabet aux caractères géorgiens et finalement, en 1954, par l'actuel alphabet cyrillique. Voir Vasilij Avidzba, 'Literature & Linguistic Politics', in Hewitt (ed.), *op. cit.*, p. 177.

¹⁷ G. Hewitt (le nom de l'auteur n'apparut pas à la publication), '« Guests » on their own territory', *Index on Censorship*, 1/90, p. 23.

¹⁸ Müller, *op. cit.*, p. 235; Darrell Slider, 'Crisis and Response in Soviet Nationality Policy: the Case of Abkhazia', *Central Asian Survey*, Vol. 4, No. 4, 1985, p. 52. Durant la période 1926-39, l'immigration des populations russes, grecques et arméniennes était bien plus importante que celle des Géorgiens.

le souvenir des programmes de colonisation et d'expulsion que le régime tsariste avait développés dans la région. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la Russie était parvenue à pacifier cette partie du Caucase au prix de la migration forcée vers l'Empire ottoman d'une grande partie et de la population abkhaze.¹⁹

Alors qu'une population multi-nationale avait été traditionnellement la norme dans le Caucase, les Abkhazes ressentirent alors la cohabitation avec les Géorgiens comme une menace. Il est vrai que la politique de déstalinisation avait amélioré la position de la communauté abkhaze : des mesures furent prises pour renforcer le statut des langues abkhaze et russe sur le territoire abkhaze, et l'Institut pédagogique de Soukhoum(i) introduisit en 1954 de nouveaux cours sur les langues et la littérature abkhazes à destination des enseignants.²⁰ Mais, malgré ces améliorations, la communauté abkhaze conservait sa peur que les autorités géorgiennes de Tblissi en arrivent, non seulement à les priver de leur statut de nation titulaire de la République autonome d'Abkhazie, mais aussi de leur territoire. Les élites abkhazes perçurent tout débat académique portant sur l'histoire du territoire, l'origine de ses habitants ou sur leur langue, comme un terrain miné pouvant mettre en cause la survie de leur communauté. Sous Staline ou Kroutchev, il n'était pas possible d'exprimer publiquement une telle crainte ni de la traduire en un programme politique, mais, graduellement, cela donna naissance à un débat intellectuel particulier entre les communautés nationales.

En 1954, l'historien de la littérature Pavle Ingoroqva²¹ publia un livre sur les origines de la population d'Abkhazie dans lequel il contestait le fait que la communauté abkhaze était originaire de cette région. D'après lui, cette population avait migré du Nord Caucase vers l'Abkhazie au dix-septième siècle, s'appropriant l'ethnonyme des Abkhazes alors que les 'vrais' Abkhazes, tels que décrits dans des sources anciennes, étaient en fait des Géorgiens. Cette thèse était basée sur une interprétation de documents historiques et une analyse linguistique de termes géographiques.

L'interprétation d'Ingoroqva, qui fut adoptée par d'autres chercheurs en Géorgie, provoqua, en août 1956, les véhémentes protestations abkhazes, y compris du président du Conseil des Ministres abkhaze et d'autres officiels communistes abkhazes. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, la déportation, par Staline, de plusieurs minorités nationales du Caucase, était encore fraîche dans toutes les mémoires. Les Abkhazes avaient de bonnes raisons de croire que de tels actes pouvaient se répéter. La thèse d'Ingoroqva donnait non seulement une légitimité à la politique géorgienne de colonisation de l'Abkhazie, mais aurait aussi facilité une politique de déportation.²² En outre, l'idée abkhaze de la nation était construite sur la croyance que les liens entre la communauté, ses origines ethniques et sa terre ancestrale étaient sacrés. La thèse d'Ingoroqva fut dès lors perçue comme une insulte à la nation abkhaze.

La publication du livre d'Ingoroqva pouvait effectivement être interprétée comme le signe que les autorités géorgiennes étaient prêtes à contester les droits et le statut de la nation titulaire abkhaze. Il n'existait pas de liberté académique en Géorgie soviétique et la recherche

¹⁹ Sur cette question, voir Lakoba, *op. cit.*, pp. 81-85.

²⁰ Graham Smith, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr and Edward Allworth, *Nationbuilding in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 171.

²¹ Sur Ingoroqva voir 'Appendix to Documents from the KGB Archive in Sukhum. Abkhazia in the Stalin Years', traduit par B.G. Hewitt, *Central Asian Survey*, Vol. 15, No. 2, 1996, p. 267; George Hewitt, Introduction to Hewitt (ed.), *op. cit.*, pp. 18 ff.; Lakoba, *op. cit.*, pp. 15-18; Gerber, pp. 125-126. La thèse selon laquelle les Abkhazes étaient des arrivants assez tardifs dans la région fut pour la première fois défendue par l'historien géorgien Davit Bakradze en 1889. Voir George Hewitt, 'The Role of Scholars in the Abkhazians' Loss of Trust in the Georgians and How to Remedy the Situation', chez Mehmet Tütüncü (ed.), *Caucasus: War and Peace*, Haarlem, Sota, 1998, p. 118.

²² Selon George Hewitt (communication personnelle), les plans de déportation des Abkhazes en 1948 furent abandonnés à la dernière minute. La thèse d'Ingoroqva avait à l'origine été publiée dans un journal à la fin des années 1940.

historique y était une activité éminemment politique, strictement sous le contrôle des autorités géorgiennes. Ces autorités n'auraient toléré aucune espèce de publication mettant en cause leur politique. Traditionnellement, la politique soviétique interdisait les écrits de nature à encourager les conflits interethniques. Et le refus de censurer le livre d'Ingoroqva eut donc un caractère exceptionnel, dont la signification politique ne pouvait échapper à l'intelligentsia abkhaze.

La protestation abkhaze contre la popularisation de cette thèse du caractère non-endogène de leur communauté fut suivie par un premier appel aux autorités soviétiques en faveur d'une sécession du territoire abkhaze de la Géorgie. En avril 1957, des dignitaires abkhazes demandèrent au pouvoir central de faire entrer la République Socialiste Abkhaze dans la Fédération de Russie. Les signataires de cet appel fondèrent cette demande sur le présupposé que la nation titulaire avait le droit exclusif de déterminer le statut politique de son territoire. Les autorités soviétiques refusèrent un tel transfert mais exercèrent une forte pression sur le Parti communiste géorgien pour qu'il modifie sa politique nationale à l'égard de la communauté abkhaze, et en juin 1957, Tbilissi se distancia de la thèse d'Ingoroqva.²³

Un an plus tôt, en août 1956, le Comité central du Parti communiste géorgien avait déjà dû admettre qu'il avait mené une politique erronée à l'égard des nombreuses minorités de la république. Cette autocritique rejeta la politique de 'diviser pour régner' qu'elle avait menée, et qui avait accru les tensions ethniques : 'En Abkhazie et en Ossétie du Sud, les conflits entre Géorgiens, Abkhazes, Arméniens et Ossètes ont été artificiellement fomentés et une politique menant à la liquidation des cultures nationales des populations locales abkhaze, ossète et arménienne ainsi que leur assimilation forcée fut délibérément poursuivie'²⁴ Mais cette autocritique radicale ne déboucha pas sur des moyens plus efficaces d'intégrer la communauté abkhaze dans le tissu politique géorgien. Le fait que la thèse d'Ingoroqva ne fut répudiée qu'en juin 1957 montrait clairement que la réconciliation entre Géorgiens et Abkhazes était difficile à obtenir.

En outre, la thèse du caractère non autochtone de la population abkhaze ne disparaissait pas pour autant. Dix ans après la publication de l'ouvrage d'Ingoroqva, le Géorgien N. A. Berdzenishvili publiait une thèse similaire et les autorités de Tbilissi s'abstinrent semblablement de la condamner. La relation qui en est faite dans le journal du Parti communiste en mars 1967 décrit même cette thèse comme une importante contribution à la science historique géorgienne.²⁵ Des intellectuels abkhazes protestèrent à nouveau contre cette publication et particulièrement contre le fait qu'elle fût tolérée par le pouvoir géorgien. Un nouvel appel à la sécession fut envoyé aux autorités soviétiques. Lors d'une réunion du Bureau du Comité central du Parti communiste géorgien en mars 1967, la protestation des délégués abkhazes fit l'objet d'une discussion mais ne reçut aucun soutien. D'après la déclaration publiée au nom du Comité Central par son secrétaire Sturua, les opinions de Berdzenishvili ne contenaient 'rien d'insultant pour les Abkhazes' et ne pouvaient pas servir de prétexte à légitimer quels troubles que ce soit.

En janvier 1976, lors du 25^e Congrès du Parti communiste géorgien, le chef du parti Edouard Chevardnadze fit un appel à faire plus d'efforts pour réduire les inégalités existantes en matière d'éducation et de culture entre les communautés nationales. Des investissements économiques substantiels furent promis à l'Abkhazie. Une telle politique centrée sur les causes matérielles du conflit ethnique ne suffisait toutefois pas à étouffer les vellétés sécessionnistes en Abkhazie. Cette approche n'était pas adéquate non plus pour modérer l'effervescence nationaliste en Géorgie.

²³ Gerber, *op. cit.*, p. 126.

²⁴ Cité dans Gerber, *op. cit.*, p. 125.

²⁵ Cité dans *ibid.*, p. 127.

De nouveaux conflits se firent jour en 1977 en Géorgie à l'occasion des discussions sur la politique d'éducation et la révision de la constitution soviétique. On craignait, au sein du Parti communiste géorgien et dans l'intelligentsia géorgienne, que l'essor d'une éducation bilingue russo-géorgienne dans la république ne mène à une dévalorisation de la langue géorgienne. Le projet d'une nouvelle constitution mis en avant par le pouvoir soviétique envisageait d'abolir en outre le statut privilégié du géorgien comme 'langue nationale' et de donner un statut égal à toutes les langues utilisées sur le territoire géorgien. Ce défi aux privilèges de la nation titulaire - qui représentait par ailleurs 68 pourcents de la population de la république de Géorgie²⁶ - fut perçu par l'opinion publique géorgienne comme une tentative de russifier leur patrie. L'Union des Ecrivains Géorgiens joua un rôle central dans l'opposition à ce projet. A la suite de forts mouvements de protestation, y compris des manifestations de plusieurs milliers de personnes, la nouvelle règle constitutionnelle fut supprimée en avril 1978. Le Géorgien garda son statut de langue d'État officielle dans la république.²⁷

En Abkhazie, dans une lettre de décembre 1977, 130 intellectuels de renom et des officiels du Parti accusèrent les autorités géorgiennes de poursuivre la politique de Beria et de 'géorgianiser' leur république²⁸. Les auteurs demandèrent une fois de plus que l'Abkhazie rejoigne la Russie. Au printemps 1978, plusieurs manifestations eurent lieu en Abkhazie. En mai, 12 000 personnes se rassemblèrent dans le village de Lykhny - lieu traditionnel de réunion où les anciens de la communauté abkhaze venaient débattre des affaires publiques - et il y fut signé un appel à la sécession. Gêné par ces troubles et par la légitimité déclinante des dirigeants communistes locaux, le pouvoir à Moscou décida d'intervenir.

Le dirigeant local du parti dut démissionner. La demande sécessionniste visant à inclure l'Abkhazie dans la Fédération de Russie fut rejetée. Moscou s'opposa également à la suppression du Géorgien comme langue officielle en Abkhazie. Toutefois, certaines demandes abkhazes furent considérées légitimes. Il fut convenu d'améliorer les conditions matérielles dans la république autonome en commençant par les infrastructures locales et la création de nouvelles industries. La communauté abkhaze, qui formait une minorité du point de vue démographique, devait en outre être surreprésentée au niveau du pouvoir. Une plus grande autonomie institutionnelle dans les domaines des sciences, de l'éducation et des médias semblait également justifiée. En guise de réponse aux mouvements de protestation de 1978, Soukhoum(i) obtint sa propre université – l'Institut Pédagogique fut transformé en Université d'État Abkhaze, avec l'objectif d'attirer des étudiants de tout l'ouest de la Géorgie. Elle avait des sections abkhaze, géorgienne et russe. La République Abkhaze obtint aussi sa propre station de télévision avec quelques heures de programmes hebdomadaires en langue abkhaze.²⁹

Mais toutes ces concessions n'arrivèrent pas à étouffer la discussion sur l'éthnogenèse. Les historiens abkhazes G. Dzidzaria et Z. Anchabadze voulaient faire la preuve que la thèse d'Ingoroqva n'était pas réduite au silence après sa condamnation par Tbilissi. Ils présentèrent en 1978 une étude au Parti communiste géorgien comme quoi pas moins de 32 publications, pour la plupart à caractère scientifique, contenaient la thèse d'Ingoroqva sous une forme plus ou moins modifiée.³⁰

²⁶ Suivant les chiffres reproduits dans Revaz Gachechiladze, *The New Georgia. Space, Society, Politics*, London, UCL Press, p. 74.

²⁷ Gelaschwili, *op. cit.*, pp. 148-149; Gerber, *op. cit.*, pp. 93-95.

²⁸ Sur ce qui suit voir Slider, *op. cit.*, pp. 59-61; Gerber, *op. cit.*, pp. 130-135; Ronald Grigor Suny, 'On the Road to Independence: Cultural Cohesion and Ethnic Revival in a Multinational Society', in R. S. Suny (ed.), *Transcaucasia, Nationalism, and Social Change. Essays on the History of Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996, p. 395.

²⁹ Lakoba, *op. cit.*, p. 98.

³⁰ *Ibid.*, p. 132.

Le pouvoir communiste géorgien décida alors d'interdire toute discussion publique sur la question abkhaze et la distribution du pouvoir en Abkhazie. Le thème devenait tabou.³¹ La dévolution des postes-clé en Abkhazie suivait un système compliqué basé sur des critères ethniques. Certains postes ne pouvaient revenir qu'à des Géorgiens 'ethniques' alors que pour d'autres postes, seules des personnes d'origine ethnique abkhaze ou russe étaient éligibles. Cette distribution du pouvoir avait donné une certaine stabilité au système politique, mais son manque de transparence et de légitimité démocratique avait aussi exacerbé les tensions entre les communautés ethniques. En interdisant de discuter sur de tels sujets, le pouvoir communiste tenta d'éviter les polémiques. Aucune des communautés n'avait le droit de mettre en cause des privilèges accordés à une autre communauté, vu que de telles discussions ne serviraient qu'à souffler sur les braises de conflits latents. Toutefois, le simple fait d'interdire, dans le parti ou dans les médias, toute discussion touchant à la question abkhaze ne permettait pas de résoudre ces mêmes conflits.

Tandis que les intellectuels abkhazes craignaient la géorgisation de l'Abkhazie, les intellectuels géorgiens, de leur côté, exprimaient des craintes de russification de la région. Le fait que la langue russe servait de *lingua franca* entre les différentes communautés d'Abkhazie était perçu comme une menace pour la culture géorgienne. Ainsi, le conflit entre les communautés géorgienne et abkhaze fut étroitement lié aux relations de plus en plus tendues entre la Russie et la Géorgie.

L'interdiction de discuter ouvertement des relations entre Géorgiens et Abkhazes eut comme conséquence que la littérature dissidente devint un des rares vecteurs des peurs et récriminations. Depuis le début des années 1980, la littérature géorgienne, sous forme de *samizdat*, s'élevait contre les conditions de vie de la population géorgienne résidant en Abkhazie. Elle se profila comme porte-parole du mouvement national géorgien. Une de ses thèses fut que la politique soviétique de modernisation économique avait injustement renforcé la position de nations minoritaires en Géorgie, en accordant surtout des privilèges politiques démesurés aux Abkhazes et aux Ossètes. Cette politique devait être considérée comme responsable de la fragilisation de la position des Géorgiens dans leur propre république.

La dissidence s'opposait également à d'autres formes de modernisation. Un projet qui, au milieu des années 1980, prévoyait la création d'une nouvelle ligne de chemin de fer transcaucasienne reliant Tbilissi à Vladikavkaz (connu sous le nom de Ordjonikidze jusqu'en 1990) dans la Fédération de Russie, était contesté au nom de l'équilibre écologique dans le Nord de la Géorgie. En plus, ce projet aurait nécessité la destruction de monuments culturels. Quelques nationalistes considéraient en outre cette ligne de chemin de fer comme un incitant à l'immigration en Géorgie de travailleurs étrangers.³² Une déclaration datée du 3 juin 1987 et signée par 800 écrivains, artistes et scientifiques (avec parmi eux Merab Kostava et Zviad Gamsakhurdia) et adressée au Secrétaire-Général Gorbatchev, considérait ce projet comme une atteinte à la souveraineté géorgienne. La lettre contenait des considérations sur le statut des minorités. Les signataires déclarèrent que le droit des gens sur un territoire particulier était un droit sacré qui, par principe, ne pouvait pas être partagé. Ils comparaient un pays à une maison où il n'y a qu'un seul maître et où tous les autres habitants sont des invités.

En ce qui concerne la discussion sur l'éthnogenèse de l'Abkhazie, la thèse d'Ingoroqva niant le caractère autochtone des Abkhazes sur leur territoire fut prise en considération par l'intelligentsia géorgienne, mais sans devenir pour autant le point de vue dominant.³³ Par contre, un fort courant du mouvement nationaliste géorgien défendait l'idée

³¹ Gerber, *op. cit.*, p. 135.

³² *Ibid.*, pp. 153-160.

³³ Voir Ghia Nodia, 'The Conflict in Abkhazia: National Projects and Political Circumstances', in Bruno Coppieters, Ghia Nodia and Yuri Anchabadze (eds), *Georgians and Abkhazians. The Search for a Peace*

que l'autonomie politique de l'Abkhazie - et son statut privilégié de nation titulaire - pouvaient parfaitement être remplacée par une autonomie culturelle.³⁴

Depuis 1957, des mouvements de protestation visant à renforcer le statut de l'Abkhazie, y compris par le biais de la sécession, étaient apparus tous les dix ans dans la République Abkhaze.³⁵ En 1957, 1967 et 1977, ces mouvements furent étroitement liés à la polémique académique sur les origines de la population de la République autonome. La quatrième vague de mouvements de protestation vint avec les premiers signes de démocratisation dans les structures d'État soviétiques. Les réformes politiques permirent de nouvelles formes de mobilisation politique et mirent sur le devant de la scène la question de la redistribution du pouvoir entre les élites et les groupes nationaux.

Dans ce qui fut appelé la 'Lettre abkhaze', écrite en juin 1988 à l'initiative de l'Union des Ecrivains d'Abkhazie et adressée au Parti communiste soviétique, 60 personnalités de la communauté abkhaze – toutes membres du Parti communiste, y compris même quelques officiels haut placés – demandèrent une nouvelle fois que l'Abkhazie puisse se séparer de la République Socialiste Soviétique de Géorgie.³⁶ Ils voulaient un retour au statut de la République Abkhaze tel qu'accordé à la suite de la mise en place du régime soviétique. La lettre indiquait que ce statut de l'Abkhazie avait été, en 1931, injustement rétrogradé pour en faire une république autonome au sein de la Géorgie. Selon les auteurs, les autorités de Tbilissi avaient mené des politiques colonialistes en Abkhazie aussi bien avant qu'après la mise en place d'un régime soviétique dans la région en 1921. De ce point de vue, il n'y avait pas eu de différence marquante entre la politique du gouvernement menchevik qui avait dirigé la Géorgie durant la période 1918-21 et celle du gouvernement géorgien après la prise de pouvoir des communistes. Dans les deux cas, c'était le colonialisme géorgien qui s'exprimait. La lettre n'envisageait aucune possibilité de surmonter le conflit avec la Géorgie. La sécession fut présentée comme dernier recours. En mars 1989, environ 30 000 personnes se rassemblèrent à Lychnis. Certains représentants de minorités nationales d'Abkhazie, comme les communautés grecque, arménienne et russe, se joignirent à la mobilisation. Leur revendication, adressée à Mikhaïl Gorbatchev, dirigeant du Parti, était une reformulation des demandes précédentes.

Mais les dirigeants abkhazes ne furent pas seuls à mobiliser un soutien populaire ; le mouvement national géorgien, lui aussi, cherchait le soutien de sa population. Dans les deux cas, les milieux intellectuels jouaient un rôle de premier plan dans ces mobilisations. L'implication de l'intelligentsia dans le débat public avait pris un tour nouveau du fait d'une 'guerre médiatique' grandissante entre les deux communautés. Une foule d'articles attaquant le point de vue adverse furent publiés dans la presse géorgienne et dans la presse abkhaze. La polémique, destinée à l'opinion intérieure, servait de campagne de mobilisation pour chaque communauté et les arguments historiques à prétention scientifique furent popularisés par les journalistes ou par les chercheurs eux-mêmes. Les questions historiques majeures tournaient autour des origines de la population abkhaze et sur les relations entre Géorgie et Abkhazie dans la période 1918-21. Dans les médias géorgiens, les idées d'Ingoroqva furent entièrement réhabilitées y compris par le dirigeant nationaliste Zviad Gamsakhourdia.³⁷ En outre, les historiens géorgiens soutenaient que le conflit avec la communauté abkhaze résultait principalement d'une manipulation russe. Moscou aurait accordé l'autonomie politique à

Settlement, Sonderveröffentlichung des Bundesinstituts für Ostwissenschaftliche und Internationale Studien, Cologne, Oktober 1998, p. 25.

³⁴ Gelaschwili, *op. cit.*, p. 88.

³⁵ Svetlana Chervonnaya, *Conflict in the Caucasus. Georgia, Abkhazia and the Russian Shadow*, London, Gothic Image, 1994, p. 32.

³⁶ Sur les relations entre l'Abkhazie et la Géorgie durant la perestroïka voir Gerber, *op. cit.*, pp. 136-147.

³⁷ Hewitt, 'The Role of Scholars in the Abkhazians' Loss of Trust in the Georgians and how to Remedy the Situation', *op. cit.*, p. 120; Hewitt (ed.) p. 19.

l'Abkhazie – et à l'Ossétie d'ailleurs - à titre de récompense pour le soutien de ses dirigeants lors de l'annexion de la Géorgie par les bolcheviques.³⁸

En 1989, le mouvement national géorgien était braqué sur le conflit avec la population ossète de la région autonome d'Ossétie du Sud,³⁹ alors que dans le même temps le conflit entre Tbilissi et les officiels abkhazes à Soukhoum(i) continuait à prendre de l'ampleur. Le 14 mai 1989, le Conseil des Ministres géorgien décida de créer à Soukhoum(i) une annexe de l'Université d'État de Tbilissi en scindant l'université multilingue abkhaze en deux parties. Cette question devint immédiatement une des principales sources de discorde entre les communautés géorgienne et abkhaze en Abkhazie. Le mouvement national abkhaze fit un lien entre une Université Abkhaze unifiée et la survivance de la culture abkhaze, déclarant que ses droits en tant que nation étaient 'étranglés sur sa propre terre'.⁴⁰ Cette tentative de scinder les structures de l'université provoqua des affrontements violents, d'abord à Soukhoum(i) le 15 juillet 1989 et le jour suivant dans la ville abkhaze d'Ochamchira.

Les autorités géorgiennes craignirent que Moscou puisse utiliser cette flambée de violence pour déclarer l'état d'urgence dans la république d'Abkhazie et pour retirer ainsi l'autorité de Tbilissi sur ce territoire. Selon ce scénario, les conflits locaux, l'armement de la population et les combats de rue ouvraient la voie à la fin de l'autorité géorgienne et à une future sécession de l'Abkhazie. Mais cette crainte ne donna pas lieu à des mesures favorisant une désescalade. Au contraire. Un 'Programme d'État pour la Langue Géorgienne', qui rendait obligatoire l'étude du géorgien dans toutes les écoles de la république, fut coulé en loi en août 1989. Toute personne désirant accéder aux degrés supérieurs de l'enseignement sur le territoire géorgien allait devoir passer un test de langue et de littérature géorgienne. Le caractère drastique de cette décision - la connaissance du Géorgien était largement insuffisante parmi les Abkhazes et d'autres minorités nationales en Géorgie pour passer de tels tests⁴¹ - est patent. Cela remettait en mémoire la répression stalinienne.⁴²

Mais ni l'intelligentsia géorgienne, ni l'intelligentsia abkhaze ne fut unanime dans son soutien à ses dirigeants respectifs. En 1990, les deux plus célèbres intellectuels de Géorgie et d'Abkhazie contestèrent le choix nationaliste. Le philosophe géorgien Merab Mamardashvili, qui bénéficiait d'une haute réputation en Géorgie, critiqua ouvertement la mobilisation nationaliste dans la population géorgienne. Fazil Iskander, romancier abkhaze dont les livres (écrits en Russe) étaient très populaires en Union Soviétique, fit également entendre la voix de la modération dans ce conflit. Dans ses écrits littéraires, il avait fait une description assez ironique des préjugés abkhazes à l'égard des voisins mingréliens.⁴³ En 1990, il se distanca de l'Appel de Lychnis et des tentatives séparatistes. Il mit en garde contre le risque d'une guerre civile où l'Abkhazie suivrait l'exemple du Nagorno-Karabakh. Il ne fut pris au sérieux par aucune des parties en conflit. Il fut, par exemple, mis en cause par l'historien géorgien Giorgi Paichadze parce qu'il avait évoqué dans son appel l'oppression des Abkhazes par les autorités géorgiennes dans le passé. Selon Paichadze, une telle oppression n'avait jamais eu lieu.⁴⁴

³⁸ Gerber, *op. cit.* p. 139; Chervonnaya, *op. cit.*, pp. 55-56.

³⁹ Sur le conflit avec l'Ossétie du Sud voir Alexei Zverev, 'Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994', in Bruno Coppieters (ed.), *Contested Borders in the Caucasus*, Brussels, VUBPRESS, 1996, pp. 13-71, consultable aussi sur le site : <http://poli.vub.ac.be/>

⁴⁰ B.G. Hewitt, 'A Reply to Paul Henze's Views on Georgia', 1993, sur le site www.apsny.org; Yuri Anchabadze, 'History: the Modern Period', in Hewitt (ed.), *op. cit.*, p.133; Viktor Popkov, 'Soviet Abkhazia 1989: a Personal Account', in Hewitt (ed.), p. 105; Naira Gelaschwili, *op. cit.*, pp. 96-98; Zaira K. Khiba, 'An Abkhazian's Response', *Index on Censorship*, 5/90, pp. 30-31.

⁴¹ Lakoba, *op. cit.*, p. 101.

⁴² Gueorgui Otyrba, 'War in Abkhazia. The Regional Significance of the Georgian-Abkhaz Conflict', dans Roman Szporluk (ed.), *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia*, New York, M.E. Sharpe, 1994, p. 286.

⁴³ Voir par exemple Fazil Iskander, *Sandro of Chegem*, London/Boston, Faber and Faber, 1993.

⁴⁴ Gerber, *op. cit.*, p. 139.

A partir du début des années 1990, les événements menant à l'intervention militaire géorgienne de 1992-93 allaient se succéder rapidement.⁴⁵ En mars 1990, la Géorgie fit sa déclaration de souveraineté. Elle refusa de participer au référendum du 17 mars 1991 sur la réforme de la structure fédérale soviétique telle que la proposait Gorbatchev. Toutefois, la population non géorgienne d'Abkhazie prit part à ce référendum et vota à une écrasante majorité en faveur du maintien de l'Union. Mais deux semaines plus tard, elle ne prit aucune part au référendum sur l'indépendance géorgienne soutenue par une énorme majorité de la population de Géorgie. L'indépendance fut déclarée en avril 1991 et Zviad Gamsakhourdia fut élu président le mois suivant avec plus de 86 pourcents des voix. En Abkhazie, les conflits entre les deux communautés nationales rendaient impossible tout accord sur le fonctionnement ou la légitimité d'un cadre institutionnel commun. Le parlement abkhaze fut paralysé par la formation de deux blocs incapables de s'entendre d'aucune manière.

A Tbilissi, le président Zviad Gamsakhourdia fut l'objet d'un coup d'Etat fomenté par ses anciens partisans au sein des groupements paramilitaires. Il dut fuir Tbilissi durant l'hiver 1991-92. Edouard Chevardnadze, l'ancien dirigeant du Parti communiste géorgien et Ministre soviétique des Affaires étrangères sous Gorbatchev, retourna dans son pays en mars 1992. Il s'efforça d'obtenir un cessez-le-feu en Ossétie du Sud mais ne fit rien pour détendre la situation en Abkhazie. En juillet de la même année, le parlement abkhaze – en l'absence des députés géorgiens qui boycottaient sa procédure – réinstitua un projet de constitution qui avait été adopté par le Congrès pan-abkhaze des soviets en 1925 et qui prévoyait des liens sous forme de traités avec la Géorgie et le droit à la sécession.⁴⁶ Les députés abkhazes avancèrent que cet acte avait été fait en réponse à une décision unilatérale du parlement géorgien abolissant tous les actes constitutionnels de la période soviétique et rétablissant la constitution géorgienne de 1921. Cette constitution fut inacceptable pour les abkhazes car elle ne comprenait qu'une vague clause sur leur autonomie.

Le 14 août 1992, la Garde Nationale – une organisation paramilitaire géorgienne dont le dirigeant, Tengiz Kitovani, était membre du Conseil d'État Géorgien (présidé par Chevardnadze) – pénétra en Abkhazie et en occupa la capitale Soukhoum(i). Les accords de cessez-le-feu négociés par les Russes ne furent pas respectés. Les demandes d'aide que Chevardnadze adressa à l'Ouest ne reçurent aucune réponse. Les Abkhazes, par contre, ne restèrent pas isolés. L'aide de volontaires issus de la Confédération des Peuples Montagnards du Caucase et l'assistance militaire russe, surtout dans les dernières phases de la guerre, furent déterminants pour assurer leur victoire. Les forces abkhazes parvinrent à repousser les troupes géorgiennes hors d'Abkhazie et la défaite géorgienne fut scellée en octobre 1993.

Le rapport de l'ONU, rédigé suite à une mission d'enquête dépêchée en Abkhazie par le Secrétaire Général en octobre 1993, conclut que les deux parties dans le conflit avaient commis des atrocités et des violations des droits de l'Homme. Selon ce rapport, la plupart des Géorgiens vivant dans la région avaient cherché à s'enfuir avant l'arrivée des forces abkhazes. Ils avaient été motivés par la peur et cette peur était activement entretenue par la partie abkhaze. D'après le rapport de l'ONU, ceux qui étaient restés en arrière furent ou bien tués ou bien fortement inquiétés par les premières unités abkhazes pénétrant dans le sud de l'Abkhazie qui leur signalaient que d'autres troupes allaient arriver, pillant, brûlant et violant. Le rapport faisait également la liste des crimes de guerre perpétrés par la partie géorgienne pendant ce conflit.⁴⁷

⁴⁵ Sur ce qui suit, voir la chronologie publiée dans Jonathan Cohen (ed.), 'A Question of Sovereignty. The Georgia-Abkhazia Peace Process', *Accord. An International Review of Peace Initiatives*, Issue 7, 1999, pp. 80-87.

⁴⁶ Otyrba, *op. cit.*, p. 287; Lakoba, p. 93. Sur la Constitution de 1925, voir Gerber, *op. cit.*, pp. 123-124.

⁴⁷ Sur ce qui suit, voir Bruno Coppieters, 'Shades of Grey. Intentions, Motives and Moral Responsibility in the Georgian-Abkhaz Conflict', in Coppieters, Nodia, Anchabadze (eds), *op. cit.*, pp. 157-164.

Après la signature d'un cessez-le-feu, des troupes russes (bien que formellement de la Communauté des Etats Indépendants, CEI) furent déployées le long de la ligne de confrontation. La Russie fut chargée de jouer les bons offices dans ce conflit. Une Mission d'Observation Militaire des Nations Unies en Géorgie (MONUG) fut envoyée pour contrôler le cessez-le-feu. Des négociations débutèrent sous les auspices de l'ONU sans parvenir à dégager un accord. Les efforts des médiateurs ne permirent pas de progrès substantiel, ni sur le plan d'un compromis concernant le statut politique, ni sur le plan d'un retour des réfugiés. Sous la pression géorgienne, la Russie imposa un blocus à l'Abkhazie.

L'Abkhazie se proclama souveraine dans sa nouvelle constitution de 1994. En 1995, la Géorgie mit en place une nouvelle constitution - où la fédéralisation du pays était formellement prévue - en attendant un accord de paix dans les conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Dans le cadre des négociations entre Géorgie et Abkhazie sur ce qui était appelé un 'État commun', les autorités abkhazes proposèrent un règlement confédéral qui respecterait l'égalité et le statut souverain des deux entités. Ceci fut considéré comme inacceptable par les autorités géorgiennes qui prétendirent qu'une confédération servirait de marchepied vers une indépendance complète de l'Abkhazie. Selon elles, l'Abkhazie devait garder son statut d'entité fédérée au sein de l'État géorgien. Cet antagonisme conduisit à un blocage des négociations.

Dans le même temps, un grand nombre de réfugiés géorgiens retournèrent chez eux dans la région de Gali, dans le sud de l'Abkhazie, sans toutefois bénéficier de garanties substantielles quant à leur sécurité. Certaines mesures destinées à bâtir la confiance ne parvinrent pas non plus à des résultats pouvant satisfaire les deux parties en conflit. En 1999, l'Abkhazie déclara son indépendance, mais celle-ci ne fut pas reconnue par la communauté internationale.

Le rôle de l'intelligentsia dans le conflit entre les communautés géorgienne et abkhaze

La question des compétences en matière de culture, de science et d'éducation

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour analyser le rôle de l'intelligentsia dans l'écart grandissant entre les deux communautés.⁴⁸ Le premier, c'est le renforcement du statut privilégié des nations titulaires de l'Union et des républiques autonomes, assurant également les privilèges de leurs dirigeants. La position privilégiée de la nation titulaire était un phénomène commun à toute l'Union Soviétique, mais, selon Grey Hodnett, la surreprésentation de la nation titulaire dans les structures de la Géorgie était exceptionnellement élevée par rapport aux normes soviétiques. Au cours de la période 1955-72, 97,2 pourcents de toutes les positions de la nomenklatura étaient aux mains de Géorgiens.⁴⁹ Les Géorgiens étaient considérablement surreprésentés dans l'administration régionale, la direction économique, la tête du parti, les fonctions ministérielles et l'administration de la République de l'Union. C'était aussi le cas dans le secteur de l'éducation.⁵⁰ L'intelligentsia géorgienne était également en mesure de consolider sa position grâce à un accès plus facile à un enseignement de haute qualité et grâce à l'acquisition d'une position hégémonique en matière d'activités culturelles.⁵¹ En 1985, 91 pourcents des livres et 83 pourcents des journaux étaient en géorgien. Deux stations de télévision et onze stations de

⁴⁸ Voir les explications de Gerber sur l'augmentation des tensions entre les communautés géorgienne et abkhaze dans la période post-stalinienne. Gerber, *op. cit.*, pp. 127 ff.

⁴⁹ Une sur-représentation politique de la nation titulaire était aussi caractéristique de la République arménienne. G. Hodnett, 'Leadership in the Soviet Republics. A Quantitative Study of Recruitment Policy', Oakville, 1978, pp. 98-114, quoted in Gerber, *op. cit.*, p. 42.

⁵⁰ *Ibid.*, pp. 42-43.

⁵¹ Smith *et al.*, *op. cit.*, p. 6.

radio diffusaient des programmes géorgiens. La barrière de la langue était une réelle cause d'exclusion des minorités à l'Université d'État de Tbilissi. En 1987, le membre conservateur du Politburo Egor Ligachev se plaignait du fait que 98 pourcents des étudiants de cette université de pointe étaient de nationalité géorgienne.⁵²

La distribution du pouvoir entre la Géorgie – République d'Union -, et l'Abkhazie - République autonome -, et entre les dirigeants des deux plus importantes communautés nationales en Abkhazie même, était liée, dans les faits, à la distribution de privilèges politiques et matériels. L'Abkhazie était parvenue à arracher des concessions à Moscou et Tbilissi pour renforcer ses compétences en matière de culture et d'éducation. Ces concessions furent à l'origine d'un profond ressentiment au sein de la communauté géorgienne d'Abkhazie. Cette population, qui représentait une majorité relative de 39 pourcents de la population totale d'Abkhazie en 1959 et de 45 pourcents en 1989, se sentit victime d'une discrimination, ce qui augmenta les tensions entre les deux communautés et entre les deux républiques.

Contrairement aux Abkhazes et aux Ossètes, les autres minorités nationales de Géorgie ne contestaient pas activement le statut privilégié de la nation titulaire. Des membres de la minorité arménienne jouaient, par exemple, un rôle fort actif dans la vie intellectuelle et artistique en Géorgie sans pour cela, toutefois, se lancer dans la construction d'une identité culturelle séparée pour leur communauté nationale. D'après Mark Saroyan, les pratiques culturelles et politiques de ces minorités 'sont le reflet d'un code opérationnel qui écarte dans une large mesure la possibilité de construction de culture nationale minoritaire en dehors de la république d'origine'.⁵³ Les choses étaient toutefois différentes pour les intellectuels abkhazes et ossètes, dont les communautés jouissaient elles-mêmes d'un statut de nation titulaire. L'Université abkhaze, par exemple, était un des projets les plus importants des autorités soviétiques pour tenter de pacifier la région agitée. Avec l'Institut de Langue, de Littérature et d'Histoire, c'était la plus importante institution aux yeux de l'intelligentsia abkhaze, alors que les Géorgiens la condamnaient comme instrument de russification dans la mesure où de nombreux cours y étaient donnés en russe.⁵⁴

Il est intéressant de constater que de nombreux chercheurs géorgiens ont émis des critiques sur le statut privilégié de la nationalité abkhaze sans réfléchir au rôle hégémonique de leur propre communauté dans la République d'Union Géorgienne. Dans un livre publié pendant la guerre, l'historien géorgien Mariam Lordkipanidze ressentait comme injustes les privilèges accordés à la nation titulaire abkhaze ('Apsua')⁵⁵: « On publiait plus de journaux et de magazines pour la population Apsua (17%) que pour la population géorgienne (47%). Les Apsua avaient leur propre théâtre et leur propre section de l'Union des Ecrivains ; ils publiaient des livres et avaient leur propre centre de radio et télévision (diffusant dans une grande mesure en abkhaze et en russe), et ils avaient l'Institut de Recherche Abkhaze pour la Langue, la Littérature et l'Histoire (une section de l'Académie des Sciences de la République Socialiste Soviétique de Géorgie) dont les chercheurs étaient presque tous de nationalité apsuas et où les recherches ne concernaient que des questions abkhazes. Pendant des dizaines d'années, les historiens abkhazes et russes écrivirent une 'histoire' de l'Abkhazie qui travestissait la réalité. Le but principal de ces 'écrits historiques' était de présenter l'Abkhazie comme pays d'origine des Apsuas et les Géorgiens comme des conquérants qui les avaient privés de leur terre, de leur langue, de leurs écrits et de leur culture. »⁵⁶

⁵² Gerber, *op. cit.*, p. 99.

⁵³ Mark Saroyan, 'Beyond the Nation-State: Culture and Ethnic Politics in Soviet Transcaucasia', dans Suny (ed.), *op. cit.*, p. 408.

⁵⁴ Gerber, *op. cit.*, p. 141.

⁵⁵ Lordkipanidze utilise l'appellation 'Apsua' que les Abkhazes utilisent eux-mêmes pour désigner leur propre communauté.

⁵⁶ Mariam Lordkipanidze, *Essays on Georgian History*, Tbilisi, Metsniereba, 1994, pp. 207-208

Les Abkhazes et les Géorgiens jouissaient tous deux d'une position privilégiée de nation titulaire dans les structures de l'État et les institutions scientifiques ou éducatives, mais la communauté abkhaze se trouvait dans une position subordonnée à la communauté géorgienne, non seulement sur le plan de l'accès aux prises de décisions en matière politique et économique au niveau de l'ensemble de l'Union, mais aussi sur le plan du système scientifique et éducatif soviétique. Il était par exemple impossible de présenter une thèse de doctorat⁵⁷ en Abkhazie même. Les universitaires de la région ne pouvaient recevoir un titre de docteur qu'à Tbilissi, ce qui nécessitait de s'adapter aux normes édictées par les universitaires géorgiens, ou bien à Moscou. C'est pourquoi il était d'une importance stratégique, pour les universitaires abkhazes, d'établir des liens étroits avec les institutions de recherche et les maisons d'édition de Moscou.⁵⁸

Les Géorgiens d'un côté et les Abkhazes de l'autre trouvèrent un soutien parmi les réformateurs libéraux de Moscou. A Moscou, le débat sur l'avenir du fédéralisme soviétique fit rage à la fin des années 1980. Quelques universitaires comme feu Galina Starovoitova, ethnographe et membre du Congrès des Députés du Peuple, plaidaient pour un statut égal à toutes les nations titulaires. Elle était en faveur d'une sorte d'arrangement confédéral qui rejetterait l'ancienne division hiérarchique formelle en grands groupes ethniques. L'autorité serait rendue à la base, chaque sujet de la fédération déterminant de manière autonome le degré de souveraineté qu'il souhaite déléguer au centre soviétique. L'Union ainsi restructurée devant même permettre l'émergence de nouvelles entités politiques pour les communautés nationales qui revendiqueraient un État.⁵⁹ Les députés du Groupe Démocratique Interrégional, auquel le savant et militant des Droits de l'Homme Andrei Sakharov appartenait, défendaient une vision des choses proche de ce point de vue. Cette position était également proche de la position abkhaze sur la question. D'autres réformateurs politiques toutefois, craignaient que cette approche n'affaiblisse la position des républiques existantes dans l'Union.⁶⁰ Ceci était également l'opinion défendue par Tbilissi.

D'après des critiques géorgiens, l'Institut abkhaze D. Gulia pour les Langues, la Littérature et l'Histoire était devenu le fer de lance du séparatisme abkhaze, plus particulièrement après la nomination comme directeur, en 1988, de Vladislav Ardzinba. Une large majorité de ses chercheurs étaient des Abkhazes de souche. Ardzinba lui-même était spécialisé dans les Hittites et l'histoire du Moyen Orient antique. Il devint député du peuple au Soviet Suprême d'URSS et, un an plus tard, Président du Soviet Suprême d'Abkhazie.⁶¹ La place centrale des institutions scientifiques comme force de mobilisation et marqueurs d'identité nationale a été parfaitement comprise par toutes les parties en conflit. En octobre 1992, les Archives Nationales d'Etat d'Abkhazie et l'Institut abkhaze D. Gulia pour les Langues, la Littérature et l'Histoire furent réduits en cendres par les troupes géorgiennes.⁶²

La politisation de l'Histoire et des Sciences sociales

⁵⁷ Selon la tradition soviétique, le premier échelon dans la carrière académique est la défense d'une 'dissertation de candidat', alors que le second est la défense d'une 'dissertation de doctorat'. Ce second doctorat peut être comparé à un 'doctorat d'Etat' en France ou à une 'Habilitation' en Allemagne.

⁵⁸ Svetlana Chervonnaya alla même jusqu'à décrire l'Institut d'Ethnologie et d'Anthropologie de Moscou, par exemple, comme étant le 'quartier général' du mouvement sécessionniste abkhaze. Chervonnaya, *op. cit.*, p. 2.

⁵⁹ Galina Starovoitova, 'Nationality Policies in the Period of Perestroika: Some Comments from a Political Actor', dans Gail W. Lapidus, Victor Zaslavsky with Philip Goldman, *From Union to Commonwealth. Nationalism and Separatism in the Soviet Republics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 120. Sur ce débat voir Robert J. Kaiser, *The Geography of Nationalism in Russia and the USSR*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1994, pp. 351-353.

⁶⁰ Gail Lapidus, 'The Impact of Perestroika on the National Question', dans Lapidus, Zaslavsky with Goldman, *op. cit.*, p. 61.

⁶¹ Anchabadze, *op. cit.*, p. 136

⁶² *Ibid.*, p. 141.

Le haut degré de politisation de l'Histoire et des Sciences sociales en Géorgie et en Abkhazie est le deuxième facteur à prendre en compte lorsqu'on analyse le rôle de la production intellectuelle dans le conflit entre les deux communautés. Cette politisation prit graduellement des aspects de plus en plus nationalistes. Les discours géorgiens et abkhazes sur la construction de la nation mettaient l'accent sur l'importance de caractéristiques tangibles comme la langue ou la présence d'un peuple sur un territoire particulier 'depuis des temps immémoriaux'.⁶³ Comme le dit Oliver Reisner 'dans la mesure où l'identité nationale n'est pas conçue comme une identification subjective d'individus mais plutôt comme une définition d'appartenance automatique sur base objective, les groupes qui finissent par imposer leur définition de l'identité nationale vont également définir les intérêts de l'Etat national'.⁶⁴ Les deux communautés ont ce même sentiment subjectif d'avoir l'Abkhazie comme patrie ou – selon la perspective géorgienne – de la considérer comme une portion inaliénable de leur patrie.⁶⁵

Le fait que certains chercheurs géorgiens aient contesté le caractère autochtone de la population abkhaze impliquait une revendication exclusive de la nation géorgienne sur le territoire abkhaze. Les historiens géorgiens ne partagèrent pas nécessairement cette thèse particulière, mais ils étaient généralement d'accord avec l'idée que les Géorgiens constituaient depuis des temps immémoriaux le groupe ou l'entité culturelle dominant.⁶⁶ Les intellectuels abkhazes qui souhaitaient la sécession mettaient également en avant des revendications exclusives de leur communauté sur le territoire abkhaze. Ils percevaient l'histoire politique et culturelle de l'Abkhazie comme séparée de la Géorgie, ou même comme opposée à elle. Leur conception de l'histoire nationale justifiait à leurs yeux, d'une part les privilèges exclusifs dus à la nation titulaire, et d'autre part la sécession comme expression de leur droit à l'autodétermination.

La controverse sur les origines des habitants d'Abkhazie illustre bien le haut degré de politisation atteint en Union Soviétique dans tous les débats scientifiques portant sur les questions territoriales et ethniques. L'intelligentsia des nations titulaire géorgienne et abkhaze établissait un lien entre la dimension territoriale de l'identité nationale et la structure fédérale hiérarchique qui permettait de revendiquer des privilèges exclusifs sur un territoire particulier, malgré sa population multiethnique. Toute opinion mettant en avant la nécessité de prendre en considération le principe de diversité dans la recherche des origines de la population d'Abkhazie, dans la reconnaissance des droits égaux de ses habitants et dans l'analyse des conséquences du développement socioéconomique sur le processus migratoire était a priori exclue des débats académiques et politiques.

Les débats scientifiques sur l'histoire de l'Abkhazie s'appuyèrent sur la méthode de l'ethnogenèse (concernant 'la naissance des peuples'). Ce questionnement intellectuel n'avait pas uniquement une portée académique, il se nourrissait largement de motivations politiques. Déjà au dix-neuvième siècle, les discussions autour des droits à tel ou tel territoire particulier avaient accompagné la création du sentiment nationaliste moderne dans le Caucase. A la suite de la Révolution de 1917, la thèse de l'historien Mikhail N. Pokrovski et du linguiste Nikolai Y. Marr – comme quoi il fallait mettre l'accent sur ce qui était commun à toutes les nations soviétiques – avait dominé l'historiographie soviétique et reçu le soutien des plus hautes autorités. Les années 30 avaient été, en Union Soviétique, l'occasion d'une profonde

⁶³ Sur la dimension objective du sens donné à 'patrie' en ex-Union Soviétique, voir Kaiser, *op. cit.*, pp. 6-10.

⁶⁴ Oliver Reisner, 'What Can and Should We Learn From Georgian History ? Observations of Someone Who Was Trained in the Western Tradition of Science', *Internationale Schulbuchforschung / International Textbook Research*, Vol. 20, No. 4, 1998, pp. 418-419.

⁶⁵ Kaiser définit la patrie comme 'le berceau géographique de la nation et également l'endroit où la nation doit accomplir son destin': Kaiser, *op. cit.*, p. 10.

⁶⁶ Smith *et al.*, *op. cit.*, p. 55.

réorientation en matière historiographique et linguistique, ce qui reflétait les profondes transformations de l'environnement politique. Dans les années 30, l'approche de Pokrovski et Marr fut concurrencée par des recherches mettant l'accent sur l'histoire individuelle des différentes nations constituant l'Union Soviétique. Cette dernière approche était plus conforme à la nouvelle politique nationale du pouvoir communiste. Vers la fin des années 1930, les études sur l'ethnogenèse avaient pris une importance grandissante dans les cercles d'études soviétiques.⁶⁷ L'introduction du nouveau paradigme fut facilitée par les purges et la réorganisation qui décimèrent les défenseurs de la précédente vision de l'histoire et de l'archéologie. La mise en avant des questions nationales fut également facilitée par la réhabilitation de l'histoire russe – que Pokrovski et ses émules avaient encore identifiée à l'histoire d'une puissance coloniale. Les méthodes d'ethnogenèse furent également encouragées par l'émergence de nouvelles élites intellectuelles dans les différentes républiques, surtout après la mort de Staline en 1953.

Au moment où la thèse d'Ingoroqva sur le caractère non indigène du peuple abkhaze faisait l'objet d'un large débat, en 1954, toute une génération de penseurs soviétiques avait déjà été formée à ces notions et méthodes particulières de l'ethnogenèse. Les élites locales se mirent alors à sélectionner de nouveaux programmes de recherches conformes à leurs propres traditions, systèmes de valeurs et objectifs politiques. Le renforcement de la position privilégiée des 'nations titulaires' dans les différentes républiques de l'Union Soviétique, après la mort de Staline, fut accompagné d'un besoin grandissant de démontrer que leur actuelle position dominante dans l'Etat était liée au fait que leurs ancêtres s'étaient installés sur place de manière homogène dans des temps très reculés et s'étaient développés de manière autonome à travers l'histoire. Cette attitude ethnocentrique est intimement liée à une vision essentialiste de la nation qui prévaut dans cette méthode. L'ethnogenèse perçoit les cultures comme des sortes de minéraux cristallins : une fois acquise, la forme est fixée une fois pour toutes.⁶⁸ Cette approche décida des programmes scientifiques poursuivis et de l'importance relative des disciplines particulières dans chaque république. A la fin de la période soviétique, la Géorgie était un des pays du monde avec le plus d'archéologues par rapport à sa population.⁶⁹

La politisation de la recherche historique sur base d'une approche ethnocentrique mena à une situation où des réponses définitives furent données à des problèmes scientifiques complexes, sans preuves sérieuses.⁷⁰ La qualité de la recherche ethnogénétique fût bien sûr très inégale en Géorgie et en Abkhazie, mais il est frappant de voir que les formulations comme 'sans aucun doute', 'sans discussion possible', et autres expressions similaires, sont utilisées bien plus souvent qu'on ne pourrait s'y attendre dans ce type de recherche lorsqu'on tient compte du fait que les sources matérielles utilisées pour reconstruire la carte ethnique de la région laissent la place à des interprétations variées. C'est surtout le cas en ce qui concerne l'histoire avant notre ère.

Nombreux sont les chercheurs en Géorgie et en Abkhazie qui affirmaient la même confiance en leurs interprétations qu'Hérodote lorsqu'il prétendait, dans la citation reproduite au début de cette contribution, qu'il 'ne peut y avoir aucun doute sur le fait que les Colchidiens sont de race égyptienne'. La certitude est proclamée en ce qui concerne les

⁶⁷ Voir Victor A. Shnirelman, 'From Internationalism to Nationalism: Forgotten Pages of Soviet Archaeology in the 1930s and 1940s', dans Philip. L. Kohl and Clare Fawcett (eds), *Nationalism, Politics and the Practice of Archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, pp. 120-138.

⁶⁸ On trouve une critique de l'essentialisme dans l'archéologie du Caucase dans Kohl and Tsetskhladze, *op. cit.*, pp. 150-151.

⁶⁹ Philip L. Kohl and Gocha R. Tsetskhladze, 'Nationalism and Archaeology in the Caucasus', dans Kohl and Fawcett, *op. cit.*, p. 158. Cette estimation me fut confirmée par l'archéologue abkhaze Loginov. Il n'y a, en tout état de cause, pas de chiffres précis qui permettraient de faire une comparaison avec Israël par exemple.

⁷⁰ Smith *et al.*, *op. cit.*, p. 58.

interprétations du caractère proto-abkhaze ou proto-géorgien de l'ancienne population occupant le territoire de l'actuelle Abkhazie ou concernant la reconstruction d'une continuité historique dans la composition ethnique de la population régionale, comme si le matériel archéologique ou les textes classiques parlaient d'eux-mêmes.⁷¹ La haute signification politique liée à ces interprétations, ainsi que le manque de liberté académique pour discuter de ces résultats de recherches, ont compliqué considérablement tout éventuel progrès méthodologique dans la recherche historique.⁷²

Un signe clair du haut degré de politisation des études en Géorgie et en Abkhazie est l'implication directe des intellectuels dans le conflit politique entre les deux communautés. Le nombre de thèmes historiques et de disciplines scientifiques enrôlés pour justifier les droits géorgiens et abkhazes à l'autodétermination nationale augmenta de manière significative dans les années 1980, et il était souvent difficile de distinguer les frontières entre les domaines de la connaissance scientifique et de la propagande politique. Zviad Gamsakhurdia, chercheur à l'Institut de Littérature de l'Académie Géorgienne des Sciences⁷³ et le plus célèbre dirigeant du mouvement dissident géorgien, était actif dans le domaine de la mythologie et de la linguistique. Il se sentait chez lui à la fois dans le monde de la recherche et dans celui de la politique. Il défendait la thèse que la langue géorgienne avait été humiliée et rejetée dans l'obscurité tout au long de l'histoire mais il prédisait sa résurrection et son élévation au rang de guide spirituel. Gamsakhurdia était capable d'utiliser les recherches de philologues ou de médiévistes – mettant par exemple l'accent sur l'interprétation de manuscrits géorgiens anciens dans leur contexte historique – pour défendre des thèses politiques au sein desquelles le caractère unique de la langue et de la culture géorgiennes prenait une place prééminente.⁷⁴

Après sa nomination comme directeur de l'Institut de Langue, de Littérature et d'Histoire, l'universitaire abkhaze Vladislav Ardzinba, lui aussi, appartient à la fois aux mondes de la politique et de la recherche scientifique. Cela peut être illustré par sa démonstration de la contribution abkhaze au progrès de la civilisation humaine. L'historien géorgien Teimuraz Mikeladze avait prétendu que le fer avait été une invention des Chalybs que l'on considérait comme les 'ancêtres' des Géorgiens. Ils étaient à l'origine de l'Age du fer, disait-il, apportant ainsi une contribution massive à la culture humaine. Ardzinba affirma que le fer avait en fait été découvert par les ancêtres des peuples abkhaze et adyge qui

⁷¹ 'Il n'existe pas de consensus dans la littérature qui permette de dresser la plus vieille carte ethnique de la Géorgie occidentale, tout particulièrement en ce qui concerne la côte de la Mer Noire. Toutefois, il est question ici d'une période très ancienne (6^e – 5^e millénaire avant notre ère), à propos de laquelle il ne peut y avoir aucune discussion sur base concrète alors qu'à partir du deuxième millénaire, lorsque l'image se fait relativement plus claire, on présume qu'une population à majorité kartvélienne a occupé la Transcaucasie occidentale. A partir de cette période jusqu'à la période classique, les données archéologiques suggèrent l'existence à cet endroit d'une culture commune colchienne, c'est-à-dire kartvélienne. (...) Au deuxième et au premier millénaires avant J.-C. les éléments ethniques kartvéliens (plus précisément Svan) étaient disséminés dans les régions montagneuses et les plaines de la Géorgie occidentale. Cette conclusion s'appuie sur des preuves issues de la mythologie grecque antique (l'expédition des argonautes en Colchidie) et des recherches linguistiques qui indiquent l'existence à cet endroit d'une langue kartvélienne à l'époque des premiers contacts entre Grecs et Colchidiens. Cette vision des choses reçoit pleinement le support de preuves écrites dans les sources classiques...'. Mariam Lordkipanidze, *op. cit.*, p. 190. Dans cette citation, kartvélien est un synonyme de géorgien et inclut le sous-groupe ethnique des Mingréliens, des Svans et des Lazes. Mariam Lordkipanidze écrit qu'elle n'est pas sûre qu'il y avait, ou non, des tribus non-géorgiennes dans l'ouest de ce qui est aujourd'hui la Géorgie, mais elle n'a aucun doute sur le fait que la culture géorgienne était prédominante dans cette région.

⁷² Selon Philip L. Kohl la perspective 'constructiviste' dans la pensée occidentale considérerait l'ethnogenèse comme une approche plutôt marginale comparée à l'étude de l'ethnomorphose ou étude des changements au sein des groupes ethniques à travers le temps. Voir Philip L. Kohl, 'Nationalism and Archaeology: On the Constructions of Nations and the Reconstructions of the Remote Past', *Annual Review of Anthropology*, Vol. 27, 1998, pp. 223-246.

⁷³ Gerber, *op. cit.*, p. 62.

⁷⁴ Smith *et al.*, *op. cit.*, p. 182.

vivaient au deuxième millénaire avant J.-C., précisément là où Mikeladze situait les Chalybs.⁷⁵ La signification politique d'une telle thèse concernant le progrès de la civilisation humaine ne doit pas être sous-estimée.

La profonde politisation des sciences historiques ne concernait pourtant pas tous les chercheurs abkhazes ou géorgiens. En Géorgie, les mythes sur la langue étaient à la fois des 'mythes extrinsèques' mettant l'accent sur l'origine unique et le destin historique de la langue géorgienne, et des 'mythes intrinsèques' mettant en avant des particularités comme l'élégance, la pureté et les ressources lexicales qui donneraient au géorgien une supériorité sur les autres langues.⁷⁶ La mesure dans laquelle les linguistes géorgiens étaient réticents à défendre ce type de mythes est un des signes du degré de professionnalisation de leur discipline. Les traits supérieurs de la langue géorgienne étaient défendus avec la dernière énergie par certains artistes, journalistes et enseignants alors que – à de significatives exceptions près – les linguistes professionnels, surtout lorsqu'ils n'étaient pas animés par des intérêts politiques, étaient plus réticents à défendre de telles opinions. Dans ce domaine, Graham Smith et ses co-auteurs ont fait une comparaison avec l'Europe de l'ouest où les mythes sur la langue ont appartenu à l'orthodoxie linguistique au seizième siècle et au dix-septième avant d'être stigmatisés par les savants comme productions d'amateurs et d'excentriques.⁷⁷

L'absence de discussions politiques ouvertes entre les deux communautés sur des questions liées à la construction de la nation et à la sécession peut contribuer à expliquer le type de polémiques scientifiques sur ces sujets. Les deux communautés avaient mis en place des institutions séparées incapables d'engager entre elles un dialogue ouvert et critique. Le manque d'objectivité qui caractérise les discussions académiques sur les relations entre la Géorgie et l'Abkhazie doit être compris dans ce contexte. L'objectivité ne doit pas être vue exclusivement comme une propriété de la raison même, mais peut également être analysée comme une propriété de celui qui raisonne. L'objectivité peut être caractérisée, si l'on suit l'analyse de Theodore R. Schatzki, comme un ensemble d'attitudes et même de traits de caractère tels que la capacité à réviser son jugement lorsqu'il apparaît comme éronné, une ouverture suffisante pour apprendre d'autrui et la capacité de dialoguer avec les personnes étudiées sur un pied d'égalité et avec sincérité.⁷⁸ Transposée au contexte soviétique des relations entre la Géorgie et l'Abkhazie, l'objectivité – en tant que comportement scientifique – aurait favorisé, dans tous les débats sur l'Abkhazie et son histoire, le dialogue et l'acceptation de critères scientifiques communs. Pour toutes les raisons mentionnées plus haut, une telle forme d'objectivité était devenue impossible à l'époque soviétique.⁷⁹

La confrontation avec le passé stalinien

Les dirigeants politiques post-staliniens furent incapables de prendre la mesure des conséquences tragiques (pour les relations interethniques en Géorgie et en Abkhazie) des campagnes de terreur et de répression des années 30 et 40. C'est un aspect supplémentaire du conflit entre ces deux communautés. Du point de vue des dirigeants géorgiens, il n'y avait aucune raison historique objective d'assumer quoi que ce soit comme responsabilité pour les actes commis par Staline et Beria. Selon eux, la répression à l'encontre des élites politiques

⁷⁵ *Ibid.*, pp. 53-4.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 175.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 174.

⁷⁸ Ted Schatzki fait référence à Hans-Georg Gadamer. Ted Schatzki, 'Objectivity and Rationality', dans Wolfgang Natter, Theodore R. Schatzki and John Paul Jones (eds), *Objectivity and Its Other*, New York, The Guilford Press, 1995, pp. 137-60.

⁷⁹ Stanislav Lakoba définit l'objectivité scientifique, en ce qui concerne les relations entre Géorgie et Abkhazie, de manière négative, l'identifiant au fait de ne pas défendre le point de vue pro-géorgien. Lakoba, *op. cit.*, p. 98.

géorgiennes n'avait pas été moins sévère que celle qui s'était exercée contre les élites abkhazes. L'intelligentsia géorgienne souligna que Staline et Beria avaient agi d'abord en tant que dirigeants soviétiques, et non en tant que nationalistes géorgiens. Elle évitait ainsi de mesurer comment et à quel point la terreur stalinienne s'inscrivait dans un contexte historique de relations conflictuelles entre les deux communautés.

Du point de vue abkhaze, les méthodes mises en œuvre sous Staline pour réprimer la culture et la population abkhazes découlaient, par contre, des motivations nationalistes géorgiennes. Même si toutes les communautés nationales d'Union Soviétique avaient pâti des purges stalinienne, il n'y avait pas de raison, aux yeux des Abkhazes, de faire une distinction nette entre l'identité soviétique et l'identité géorgienne de figures politiques comme Staline ou Beria.

Nationalisme orthodoxe et nationalisme hétérodoxe

Un quatrième facteur à prendre en considération dans l'analyse du rôle de l'intelligentsia dans le conflit entre les communautés géorgienne et abkhaze est celui des interactions spécifiques entre les autorités et le mouvement dissident des années 1970. Il y avait une plus grande liberté de pensée en Géorgie que dans le reste de l'Union Soviétique dans les années 1970 et 1980.⁸⁰ D'une part le nationalisme 'orthodoxe' de la direction du parti s'efforçant de défendre la position hégémonique de la culture nationale géorgienne dans la république,⁸¹ et d'autre part le nationalisme 'hétérodoxe'⁸² du mouvement *samizdat*, interagissaient de telle manière qu'ils se radicalisaient tous deux. Le nationalisme orthodoxe de la direction locale du parti lui donnait une légitimité aux yeux de l'opinion publique géorgienne. Mais la lutte des nationalistes hétérodoxes prônant une autre politique culturelle et linguistique s'en trouvait également légitimée. En fait, il était plus facile, pour le mouvement dissident, de lutter sur ce type de question que sur la démocratie ou les droits de l'homme. En comparaison avec les mouvements dissidents russes, les dissidents géorgiens étaient moins engagés sur les questions touchant aux droits de l'homme et plus préoccupés par le destin de la nation.

Une autre caractéristique de ce nationalisme hétérodoxe est relevée par Jürgen Gerber qui indique que le mouvement *samizdat* ne défendait pas la langue et les droits culturels des minorités non-Géorgiennes en Géorgie. Cela montre que les dissidents géorgiens partageaient l'objectif des nationalistes orthodoxes d'un renforcement de la position hégémonique de la langue géorgienne dans toute la république.⁸³ En fait, ils étaient même encore plus radicaux sur cette question dans la mesure où ils critiquaient les concessions qui avaient été faites aux minorités.⁸⁴ La sauvegarde de la langue et de la culture nationale était un thème prioritaire et consensuel aux yeux de la population géorgienne,⁸⁵ contrairement à la lutte plus abstraite pour les droits de la personne humaine. Ceci explique la grande popularité de Zviad Gamsakhurdia lors de l'élection présidentielle de mai 1991.

Réflexions sur le rôle des intellectuels

L'implication des intellectuels fut décisive dans la mobilisation menant à la guerre de 1992-1993 entre la Géorgie et l'Abkhazie. La littérature est d'accord sur ce point. Dans la préface rédigée pour un livre publié durant cette guerre, le dirigeant géorgien Eduard Chevardnadze

⁸⁰ *Ibid.*, pp. 59-60.

⁸¹ *Ibid.*, p. 88.

⁸² Sur la distinction entre un nationalisme orthodoxe, loyal envers le système politique, et un nationalisme hétérodoxe s'opposant au système, voir Rakowska-Harmstone cité dans Sakwa, *op. cit.*, p. 243.

⁸³ Gerber, *op. cit.*, p. 101.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 64

⁸⁵ *Ibid.*, p. 73.

pointait l'utilisation des arguments historiques comme un des aspects fondamentaux du conflit. Il mettait en exergue la responsabilité des historiens sans faire référence à des auteurs ou des arguments particuliers. Selon lui, la perversion de la connaissance scientifique faisait partie d'une campagne orchestrée visant à semer la haine entre les deux communautés. La question de savoir qui avait organisé cette campagne restait ouverte : 'Tout d'abord, le champ de bataille fit l'objet d'une préparation intensive par le biais d'une propagande orchestrée à jets continus. On dit que lorsque les canons tonnent, les Muses sont bâillonnées, mais dans ce cas-ci Clio, la Muse de l'Histoire, avait été délibérément pervertie. Les pseudo historiens et leur pseudo histoire ont falsifié le passé et empoisonné le présent. Les germes de la haine ont été volontairement semés'.⁸⁶

George Hewitt, professeur de langues caucasiennes à l'Université de Londres, et partisan de la cause abkhaze, désigna les intellectuels géorgiens comme seuls responsables de l'usage abusif d'outils scientifiques au nom du nationalisme : 'Un des aspects les plus fondamentaux de cette longue confrontation est sans doute la façon dont certains universitaires de Tbilissi se sont préparés durant des années à prostituer leur discipline au service d'une politique chauvine locale'.⁸⁷ Paul B. Henze, chercheur réputé à la Rand Corporation, proposa une hypothèse inverse dans son rapport d'un voyage en Abkhazie, rédigé après la guerre, où il écrivait que la direction abkhaze manquait totalement de soutien populaire. Les motivations de l'élite abkhaze procédaient d'abstractions intellectuelles et étaient complètement étrangères aux préoccupations de leur propre communauté. Selon lui, 'le séparatisme abkhaze a été presque exclusivement un phénomène intellectuel'.⁸⁸

La déclaration de Chevardnadze – comme quoi l'implication des intellectuels dans le conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie faisait partie d'un complot plus général destiné à dresser les deux communautés l'une contre l'autre – était le reflet d'une idée très répandue en Géorgie. Selon l'une des variantes de ce type d'interprétation, Gamsakhurdia et ses partisans furent 'involontairement les assistants de forces impérialistes qui cherchaient à constituer une coalition anti-géorgienne sur bases ethnique et religieuse en rassemblant tous les non-géorgiens résidant en Géorgie et certains Géorgiens musulmans, sur le thème d'une crainte commune du nationalisme et du fanatisme géorgiens'.⁸⁹

Selon une autre variante de ce type d'explication, Chevardnadze lui-même aurait été victime d'une provocation. Il aurait surestimé la possibilité de pacifier l'Abkhazie en y envoyant des troupes en août 1992. De telles 'théories du complot' ont comme conséquence de diminuer la responsabilité de la direction géorgienne et de la faire porter principalement sur les épaules des autorités russes. Mais tout comme les mythes historiques, les théories du complot réfèrent à des faits historiques. Les autorités soviétiques, puis russes, ont effectivement joué un rôle actif dans les relations conflictuelles entre la Géorgie et l'Abkhazie et entre les communautés en Abkhazie. Cela ne signifie pourtant pas que le conflit lui-même peut être principalement compris comme le résultat d'une politique dirigée par Moscou.

Une autre illustration de ce type d'analyse du conflit en termes d'implication et de responsabilité première du côté russe se trouve dans le livre de Naira Gelashvili, écrit durant la guerre de 1992-93. Elle y décrit l'histoire commune des Géorgiens et des Abkhazes comme une relation en principe harmonieuse mais devenue conflictuelle suite à la trahison de la Russie et de sa politique de 'diviser pour régner'. Par le passé, les Géorgiens avaient essayé de créer un front commun contre la politique impérialiste russe. Gelashvili cite un certain nombre d'intellectuels géorgiens du dix-neuvième et du vingtième siècles qui se dressèrent contre la politique russe d'assimilation et tentèrent de favoriser l'émergence de la culture

⁸⁶ Edouard Chevardnadze, 'Foreword' to Chervonnaya, *op. cit.*, p. xxii.

⁸⁷ Hewitt, Introduction to Hewitt (ed.), *op. cit.*, p. 17.

⁸⁸ Paul B. Henze, 'Abkhazia Diary – 1997', in Tütüncü (ed.), *op. cit.*, p. 102.

⁸⁹ Chervonnaya, *op. cit.*, pp. 54-55

abkhaze.⁹⁰ Une telle analyse présente la Géorgie comme une nation qui a attendu avec impatience, pendant deux siècles entiers, le moment de l'émancipation nationale et qui, en s'émancipant de l'emprise russe, est elle-même incapable d'opprimer d'autres nations. Cette vue de l'histoire de la région est peu convaincante aux yeux des historiens abkhazes. Ceux-ci puisent largement, au contraire, dans les exemples d'intellectuels et de politiciens géorgiens qui soutinrent les politiques d'assimilation et d'oppression menées par les Russes et les Soviétiques.

Les relations entre Géorgiens et Abkhazes s'inscrivent dans un perpétuel cycle de victimisation : les actes d'agression et les refus de redresser les injustices historiques sont justifiés par une victimisation antérieure, de telle manière que chaque communauté y voit des raisons objectives de se percevoir comme victime et de refuser de reconnaître sa propre culpabilité.⁹¹ Les intellectuels ont une responsabilité particulière en perpétuant ce type de mémoire historique. Mais l'introspection est un exercice difficile pour les intellectuels géorgiens et abkhazes qui furent directement mêlés au conflit. Nombre d'entre eux furent tout simplement marginalisés par la guerre et ses conséquences. L'effondrement des activités économiques toucha sévèrement les institutions scientifiques et l'enseignement, ce qui força de nombreux chercheurs et enseignants à changer de métier. Les intellectuels, qui jouaient avant la guerre de 1992-93 un rôle de premier plan en guidant la mobilisation populaire, n'ont eu, par après, que peu ou plus du tout accès aux cercles dirigeants ou aux preneurs de décisions politiques.⁹²

Après la guerre, la cohabitation des différentes communautés nationales en Abkhazie resta un problème-clef. Les réfugiés géorgiens n'ont eu que l'autorisation de retourner dans la région de Gali, au sud de l'Abkhazie. Cette région est peuplée presque exclusivement de Géorgiens mingréliens. L'accusation de nettoyage ethnique a régulièrement été soulevée dans le cadre des discussions au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU et fut aussi intégrée dans certaines déclarations finales de sommets de l'OSCE.⁹³ Mais les autorités abkhazes ont toujours rejeté toute responsabilité en ce qui concerne le sort des personnes déplacées. Selon leur point de vue, un rapatriement massif des réfugiés géorgiens dans toute l'Abkhazie ne pourrait être autorisé qu'à la suite d'un accord de paix et d'une reconnaissance de l'Abkhazie par la Géorgie. Sinon, le retour des réfugiés mènerait à de nouveaux heurts et à une nouvelle intervention militaire de Tbilissi. Mais les autorités abkhazes se sont jusqu'à présent montrées incapables de répondre à la question suivante : comment, et avec quelles garanties institutionnelles, la population géorgienne pourra-t-elle s'insérer dans l'avenir politique de l'Abkhazie ? La perception abkhaze de la communauté géorgienne d'Abkhazie comme instrument de colonisation et de domination étrangère n'est pas moins prégnante sur l'élaboration d'institutions politiques communes en Abkhazie que la vision géorgienne de

⁹⁰ Voir Gelaschwili, *op. cit.*, pp. 61-66.

⁹¹ Voir Ronald D. Crelinsten, 'Prosecuting Gross Human-Rights Violations from the Perspective of the Victim', in Albert J. Jongman (ed.), *Contemporary Genocides : Causes, Cases, Consequences*, Leiden, PIOOM, 1996, pp. 175-185 and Coppieters, *op. cit.*, p. 164.

⁹² On a continué à publier un grand nombre de livres et de brochures en Géorgie et en Abkhazie sur le conflit Abkhaze : Georgian Academy of Sciences. Research Centre for Relations between Nations, *Historic, Political and Legal Aspects of the Conflict in Abkhazia*, Tbilisi, Metsniereba, 1995 ; Avtandil Menteshashvili, *Istoricheskie predposylki sovremennogo separatizma v Gruzii*, Tbilisi, Tipografiya Tbilisskogo Universiteta, 1998 ; Grigorii Lezhava, *Mezhdru Gruziei i Rossiei. Istoricheskie korni i sovremennie faktory abkhazogruzinskogo konflikta (XIX-XX vv.)*, Moscow, Tsentr po izutscheniyu mezhnatsional'nykh otnoschenii, 1997 ; Spartak Zhidkov, *Brosok maloï imperii*, Maikop, Aligeia, 1996 ; Stanislav Lakoba, *Stoletnyaya voïna Gruzii protiv Abkhazii*, Gagra, Assotsiatsiya 'Intelligentsiya Abkhazii', 1993 ; Stanislav Lakoba, *Abkhaziya. Posle dvuch okkupatsii*, Gagra, Assotsiatsiya 'Intelligentsiya Abkhazii', 1994 ; Yermolai Adzhindzhal, *Iz istorii abkhazskoi gosudarstvennosti*, Sukhum, Assotsiatsiya 'Intelligentsiya Abkhazii', 1996 ; Yu. Voronov, *Abkhazy: kto oni ?*, Gagra, Assotsiatsiya 'Intelligentsiya Abkhazii', 1993.

⁹³ <http://www.osce.org/docs/english/summite.htm>

l'Abkhazie comme étant d'abord une terre géorgienne. Dans les deux communautés, il demeurera sans doute difficile de procéder à une évaluation critique de leur relation tant que l'avenir de leur coexistence en Abkhazie ne sera pas assuré.
